

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 37 Décembre 2006

## Education

**On pourra tourner le problème dans tous les sens : tant qu'il y aura un chômage de masse et une grande précarité de l'emploi, il y aura une crise de l'éducation.** À quoi ça sert que je me décarcasse, si c'est pour ne pas trouver de boulot au bout de mes études ?

Les études qui ne débouchent pas sur un emploi stable, bien rémunéré et bien considéré, ne sont pas seulement un gaspillage de ressources, tant du côté des enseignants que du côté des élèves, elles sont également une source d'amertume et de perte de confiance dans l'idéal républicain.

Le caractère figé des classes sociales, l'absence de mobilité entre classes sociales, l'autoreproduction de l'« élite », la panne de « l'ascenseur social », engendrent eux aussi un formidable gâchis de compétences, et la dissolution du lien social.

**Il faut impérativement résorber le chômage. Le droit au travail doit devenir une réalité. C'est une question de volonté politique, et de planification démocratique** (cf n° 36).

Ensuite, **pour le service public d'éducation**, au-delà d'un socle de base commun à tous (c'est-à-dire au niveau des lycées et de l'université), **il y a lieu de bien distinguer deux fonctions : la culture, et la préparation à un emploi.**

La culture, c'est un droit pour chacun à **mieux comprendre le monde** dans lequel nous vivons (par les sciences, les arts et la philosophie), et à développer ses talents. Un droit pour tous, sur toute la durée de la vie, à l'éducation permanente (par exemple, chaque année, l'équivalent de deux semaines). Gratuitement.

La préparation à un emploi, qu'il s'agisse d'une formation initiale, d'une reconversion ou d'une promotion, doit impérativement déboucher sur cet emploi, de façon **contractuelle**.

Cela suppose trois conditions :

1. Qu'on ait préalablement estimé les besoins (et revoilà la planification démocratique).
2. Qu'on n'admette à la formation que le nombre requis de personnes à former (comme cela se pratique notamment pour les études de médecine) (donc : **oui à la sélection !**).
3. Que les personnes à former s'engagent à occuper les postes à pourvoir (comme cela se pratique par exemple dans les écoles normales d'instituteurs).

Dans ces conditions, le **logement** doit être assuré : pas question d'admettre que des étudiants soient contraints comme aujourd'hui de payer des loyers exorbitants ; une **allocation** doit être versée : les étudiants ne doivent pas être obligés d'exercer par ailleurs une activité salariée (qui compromet forcément leurs études) ; mais ensuite, une fois l'emploi visé occupé, pas question non plus d'accepter que le « coût des études » serve de justification à des salaires anormalement élevés.

La formation à l'emploi doit viser à faire acquérir les connaissances et compétences **réellement** nécessaires (et non pas comme trop souvent aujourd'hui un contenu propre à maintenir et « justifier » la domination de toujours la même classe sociale) : **le contenu de cette formation, de même que les modalités de la sélection permettant d'y accéder, doivent être élaborés par des commissions paritaires employeurs-salariés du domaine concerné.**

Et chacun doit avoir droit à une seconde, une troisième chance .

**Donner à tous l'accès à un emploi, et surtout à la culture : ne sont-ce pas là de magnifiques missions, pour le service public d'éducation ?**

## Bonnes nouvelles

### Reach, le projet de réglementation des molécules chimiques bientôt adopté.

Il sera soumis au Parlement européen le 13 décembre. Il oblige les industriels à prévoir un plan de substitution pour l'une ou l'autre des 1500 substances les plus dangereuses, dès lors qu'une alternative plus sûre existe. L'objectif de Reach reste de recenser progressivement, sur onze ans, quelque 30 000 substances chimiques fabriquées ou importées dans l'Union dans des quantités dépassant une tonne par an. Ce sera aux industriels de prouver leur innocuité. (*Le Monde*, 2 décembre).

### Une PME parisienne condamnée pour recours abusif aux stagiaires.

Dans cette PME spécialisée dans l'audit et la gestion de l'accueil téléphonique, les 4 à 5 postes correspondant à l'activité réelle de l'entreprise étaient occupés par des étudiants en contrat de stages, issus d'écoles de commerce (bac +2 à bac +4), rémunérés à 270 € par mois, tout en travaillant selon des horaires et des contraintes identiques à celles de salariés. (*Le Monde*, 29 novembre).

### Le passage en force de la privatisation de GDF et de la main mise de Suez sur ses actifs a été bloqué pour 2006.

Bravo à la justice qui a confirmé les droits sociaux des salariés et des syndicats, les droits d'être correctement informés. Le Père Noël ne passera pas avec le cadeau des 5 à 10 milliards d'euros réclamés par les actionnaires de Suez. (*Résistances électriques et gazières* <http://www.reseau-ipam.org/aitec/reg>) qui ajoute: Mauvaise nouvelle: le Conseil Constitutionnel a validé la privatisation de GDF en niant son caractère de monopole de fait et ses missions nationales de service public telles que la péréquation de ses tarifs ou son obligation de garder des tarifs régulés par l'Etat. Cela en invoquant une simple directive européenne d'ouverture à la concurrence en gaz. Contre tout l'esprit du préambule de la Constitution. Carton rouge! Il reporte la validité de cette privatisation au 1er juillet, après les élections, mais les patrons de Suez et GDF comme Villepin-Breton font comme si elle pouvait se faire avant, début 2007.

## Monde

### Changement climatique : la conférence de Nairobi acte le principe d'une suite au protocole de Kyoto.

Le marché du CO2 sera donc poursuivi au-delà de 2012. Les 180 pays sont convenus d'entamer des discussions en 2008 (et non pas dès 2007, comme le souhaitent les associations écologistes), et n'ont pas fixé de date de fin pour ces négociations. Le fonds d'adaptation visant à aider les pays pauvres, notamment africains, à faire face au changement climatique va être renforcé. La protection des forêts tropicales pourrait intégrer le marché du carbone. (*Le Monde*, 19-20 novembre). En outre, la division par deux des émissions de gaz à effet de serre, pour limiter à 2°C la hausse moyenne des températures planétaires, a officiellement été considérée comme l'objectif pour 2050 (*ce qui est cohérent avec l'objectif de division par 4 fixé par la France, pays développé*) et des objectifs intermédiaires seront fixés avant fin 2008. (*Politis*, 23 novembre).

Bruxelles somme Paris de réduire davantage ses émissions de CO2 : les quotas d'émission de CO2 fixés par la France à ses industriels se sont révélés en effet beaucoup trop laxistes. (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre).

### Etats-Unis : où sont passés les fruits de la croissance ?

Les Etats-Unis ont connu de 1982 à 2005 une croissance de 3,35 % par an en moyenne, à faire pâlir de jalousie de nombreux économistes. Et pourtant, le pouvoir d'achat du salaire moyen y est aujourd'hui inférieur à son niveau de 1965 ! Où sont donc passés les fruits de la croissance, alors que la richesse créée par personne (le PIB par habitant) a plus que doublé ?

La richesse supplémentaire a servi à payer des **dividendes** et des **bénéfices aux actionnaires** ; à mieux rémunérer les **patrons** et **cadres dirigeants**, dont les revenus (salaires, stock-options et autres avantages) ont explosé. Ainsi, **1,4 % des richesses créées de 1979 à 2000 est allé dans les poches des 20 % les plus pauvres, et 73 % dans celles des 20 % les plus riches** (parmi lesquels les 1% les plus riches ont empoché à eux seuls 36,5%) !

Enfin, la richesse additionnelle a servi à rémunérer le surplus d'heures travaillées : en 1990, **chaque salarié travaille par an 163 heures de plus qu'en 1970 (l'équivalent d'un mois de travail en plus !)** (*Jean Gadrey, dans Politis, 16 novembre*). Et Jean Gadrey conclut : non seulement la croissance n'a pas de vertu de réduction des inégalités, mais elle pourrait bien constituer la plus grande menace pour l'égalité entre les générations présentes et les générations futures. Les jeunes sont déjà victimes d'inégalités en tout genre, mais avec l'augmentation de la pression sur l'environnement, on peut craindre bien pire à l'avenir.

La grande question sociale du XXI<sup>ème</sup> siècle sera celle de l'inégalité des droits à un environnement vivable et des droits à exercer des pressions sur cet environnement, dans un contexte mondial de croissance démographique et d'aspirations légitimes au bien-être. Elle exige des débats sérieux, partant de l'idée que **la croissance n'est pas la solution : c'est le problème.**

### Wal-Mart fait-il plus aux Etats-Unis que les programmes sociaux ? (comme le prétend Thomas DiLorenzo, professeur d'économie aux Etats-Unis, qui défend les thèses ultra-libérales de Friedrich von Hayek).

Géant de la distribution (N°1 mondial, 315 654 millions de dollars de chiffre d'affaire en 2005, et 11 231 milliards de dollars de profits, loin devant le second, Carrefour -94 455 millions de dollars de CA et 1784 milliards de dollars de profit), Wal-Mart a pour slogan : « des prix bas tous les jours ».

Pour ce faire, il importe de plus en plus (60% des marchandises vendues sont importées, en 2005, contre 6% en 1995 : Wal-Mart est l'une des principales forces qui poussent à la **délocalisation des emplois américains**) ; il **sous-paye ses employés** (en 2001, un employé de Wal-Mart gagnait en moyenne 13 861 \$ par an, ce qui est au dessous du seuil de pauvreté pour une famille de trois personnes – 14 630\$ par an), un employé sur deux n'a pas d'assurance maladie ; il enfreint souvent la loi sur les heures supplémentaires, sur l'emploi d'immigrés en situation irrégulière, sur les discriminations raciales ou sexuelles ; il ne tolère pas l'implantation d'un syndicat.

6000 usines implantées dans le sud de la **Chine** approvisionnent la chaîne de distribution : on y travaille jusqu'à 14 heures par jour parfois, et on gagne jusqu'à près de 120 € par mois. C'est plus que les 300€ par an, qui sont le salaire moyen dans les campagnes chinoises : le pauvre chinois ou indonésien peut donc vivre un peu plus décemment en travaillant pour un sous-traitant de Wal-Mart, fait donc valoir Thomas DiLorenzo. Qui ajoute que le **consommateur américain** y gagne, lui aussi : les prix de vente de l'épicerie chez Wal-Mart sont inférieurs de 30 % en moyenne à ceux des magasins syndicalisés.

Mais ceux qui y gagnent le plus, ce sont les membres de la famille Walton, qui détient 39 % du groupe : c'est **la famille la plus riche du monde**. Celle-ci a su se montrer généreuse, apportant 2,6 millions de dollars au financement des ultimes spots publicitaires de Bush pour sa campagne de 2004. Générosité, ou **gratitude** ? La réforme fiscale de 2003 a supprimé, provisoirement, la taxation des dividendes, ce qui a permis à la famille Walton d'économiser plusieurs dizaines de millions de dollars par an. (*Le Monde*, 21 novembre). *Tiens, tiens, cela ne rappelle-t-il pas la réforme fiscale adoptée en France pour 2007 ?*

## Mondialisation : la révolution du conteneur.

Un conteneur a un contenu de 33 m<sup>3</sup> ; le trafic maritime explose, avec une croissance de 6 % par an (116 millions de conteneurs transportés en 2005) ; le transport d'un double conteneur (soit environ 95 000 tee-shirts) entre la Chine et Le Havre coûte 2 200 €, ce qui équivaut à un coût de 2,5 centimes d'euro par tee-shirt. (*Le Monde*, 22 novembre). Autrement dit, même si les marins étaient payés avec un salaire normal, même si on payait l'énergie à un coût qui prenne en compte la fin annoncée du pétrole et le coût sur l'environnement, le coût du transport resterait très faible.

## France

### Les fonds d'investissement américains multiplient les rachats en Europe. Comment fonctionnent-ils ?

Ils collectent des sommes considérables (essentiellement auprès de fonds de pension anglo-saxons), destinés à racheter des entreprises qu'ils revendront en espérant une **importante plus-value**, font « tourner » de plus en plus vite leur portefeuille. La durée de leur investissement dans une entreprise est souvent inférieure à trois ans.

Ces fonds font souvent appel à un montage financier - le « **leverage buy-out** » (LBO) - basé sur un fort recours à la **dette**. Et ensuite, « une partie des profits de l'entreprise va au remboursement de la dette plutôt qu'aux salaires. »

Voilà pourquoi, même quand des groupes se portent bien, que leurs actionnaires s'enrichissent, **les salaires sont à la traîne** (950 € nets par mois pour commencer comme vendeur-caissier chez Picard, par exemple). La CGT monte un « collectif LBO » pour revendiquer une réglementation minimale des fonds. Y participent déjà des syndicalistes de STMicroelectronics - qui a son siège à Montrouge-, de la Fnac, du Printemps ou de Cegelec. (*Le Monde*, 21 novembre).

### Illustration concrète : liquidation sommaire dans les Ardennes.

Il y a 15 ans, une voiture sur trois dans le monde était équipée de pièces d'acier sorties des ateliers ardennais de Thomé-Génot, fameux équipementier automobile. Entre 1987 et 2000, le chiffre d'affaires est multiplié par 4. Mais la gestion familiale n'arrive pas à suivre. Faute d'investissements suffisants, elle se fait rattraper par ses concurrents. La troisième génération de propriétaires, la famille Dury, est contrainte de déposer le bilan en novembre 2003.

Un **groupe américain**, Catalina, propose de reprendre l'affaire, d'injecter 3 millions d'euros, d'embaucher 80 intérimaires. La société déclare s'appuyer sur un **fonds d'investissement**, Lightyear Fund ; le cabinet américain Ernst & Young certifie le sérieux du dossier.

Entre le dépôt du dossier et l'audience au tribunal, Lightyear Fund disparaît des documents officiels, mais Catalina affirme être en mesure de mener à bien son projet, faire de Thomé-Génot la tête de pont d'un groupe international de sous-traitance automobile. **Les dirigeants s'octroient de généreux salaires** : 766 000€ en 2005, pour un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros ; plus 753 000€ de « frais de management », pour couvrir les allées et venues entre la France et les Etats-Unis ; des consultants interviennent : 460 000 €.

La direction intègre les primes de productivité dans le salaire : la productivité chute de 15 % ; les défauts de qualité se multiplient ; les prix de vente sont mal négociés, à perte. Pendant ce temps, les prix de l'acier s'envolent. Trois mois après leur embauche, les salariés intérimaires sont licenciés. Catalina liquide à tout va : des valeurs mobilières, un immeuble à Paris, une quarantaine de maisons d'ouvriers, et transfère le tout aux Etats-Unis.

Les salariés inquiets consultent un cabinet d'experts ; le tribunal de commerce contraint les patrons de Catalina à réinjecter une partie des sommes prélevées... mais un mois plus tard, le directeur financier du groupe dépose le bilan, puis demande la liquidation. Le parquet ouvre une enquête préliminaire. Les 300 **salariés** occupent l'usine pour obtenir de meilleures indemnités, ils sont **évacués par 240 CRS et gendarmes**. Et sont contraints de signer le 20 septembre un accord : leur engagement dans un Contrat de transition professionnelle, contre 25 000 €. Sur cette somme, 10 000 € sont versés par le conseil régional. Contre l'avis du ministère de l'emploi, qui redoute que cela constitue un précédent pour les 200 000 salariés licenciés chaque année en France. (*reportage de Stéphane Lauer, Le Monde*, 22 novembre).

### Délocalisations

Le départ des collants Well laisse **Le Vigan (Gard)** sous le choc. 300 emplois qui disparaissent dans les deux ans. La production haut de gamme partira vers l'Italie, le bas de gamme, en Asie. (*Le Monde*, 28 novembre).

A **Genlis (Côte d'Or)**, les salariés de Thomson se battent pour éviter les licenciements secs. En 2004, l'une des trois activités, les têtes de lecture pour DVD et CD-ROM, a été vendue au taïwanais FoxCom. L'indien Videocom, client exclusif d'une des deux autres activités, la fabrication de composants, se désengage. Et la troisième activité, les décodeurs, ne serait pas assez rentable... (*Le Monde*, 28 novembre).

**Vallée de l'Arve (Haute-Savoie)**. 12 000 salariés y produisent des pièces pour l'automobile, l'aéronautique, l'armement et le matériel médical. Dans les six dernières années, presque tous les propriétaires des grosses entreprises les ont vendues à des fonds de pension. Logique financière contre logique industrielle : l'heure est aux fermetures d'usine, préalablement pressées comme des citrons. M. Yves Bontaz, PDG atypique d'une entreprise de décolletage, maintient son usine de 300 personnes... mais il emploie également 300 autres travailleurs en République Tchèque, et 300 en Chine. Et Pékin a annoncé que toute la production devra être fabriquée sur place d'ici à cinq ans. Avec, à la clé, un **transfert de technologie définitivement mortel pour la vallée**. (*Le Monde diplomatique*, décembre, au sujet d'un film de Gilles Perret, « ma mondialisation »).

### Les migrations, une chance pour l'économie.

Les drames de Ceuta et Melilla, les noyades répétées d'immigrants aux portes de l'Europe, signent l'échec de la politique mise en œuvre depuis les années 1970, caractérisée par une fermeture drastique des frontières, entraînant une augmentation de l'immigration familiale, de l'immigration clandestine et des demandes d'asile.

Avant que l'Afrique ne soit soumise aux plans du FMI, nous avions avec certains pays africains des **accords d'association économique** qui leur garantissaient des franchises de douane pour vendre leurs produits et des tarifs préférentiels pour acheter des produits européens indispensables. Maintenant, les inégalités de développement se sont considérablement creusées, les investissements privés font défaut, les agriculteurs ne peuvent pas exporter, les pêcheurs sont étran­glés par la politique européenne de la pêche.

**Une autre politique migratoire est possible à l'échelon de l'Union européenne**. L'immigration enrichit les sociétés d'accueil (voir en particulier l'Espagne) et contribue au développement des sociétés de départ. Ces migrations doivent être contrôlées, organisées, et une fois légalement installés, les migrants doivent accepter les contraintes qui s'imposent à tout citoyen, à savoir, en France, les devoirs de la loi et de la laïcité.

La politique de codéveloppement que nous avons promis aux Etats africains de construire avec eux (financement de microprojets, relative liberté de circulation pour certaines catégories de population, augmentation du nombre de visas pour les étudiants et possibilité pour eux de retourner dans leur pays d'origine, ...) n'a pas été mise en place.

La loi votée en 1998 par la gauche prévoyait qu'au bout de dix ans un clandestin pouvait être régularisé automatiquement. C'était une bonne disposition, qui évitait les effets d'annonce d'une régularisation intempestive. Il faut une bonne politique de contrôle aux frontières, étudier la situation des personnes au cas par cas, en appliquant des critères, et si un retour dans le pays d'origine est requis, négocier pour que cela se passe dignement. Car **il n'est pas possible d'ouvrir simplement les frontières.**

Il faut **ouvrir les marchés européens aux produits africains** et **investir** dans des domaines vitaux comme l'eau, **la santé, les transports et l'éducation.**

Il faut **desserrer l'étau de la dette** : aujourd'hui, l'Afrique est contributeur net aux finances de l'Europe par le mécanisme du remboursement de la dette ! (*Sami Nair, Conseiller d'Etat, Le Monde, 26-27 novembre*).

## **Incinérateurs.**

Il existe un lien entre le fait d'avoir résidé dans un endroit exposé au panache de fumée d'un incinérateur d'ordures ménagères et la survenue de certains **cancers**. On s'en doutait, une étude menée par l'Institut de veille sanitaire en apporte désormais la preuve (il précise cependant que l'étude porte sur une situation passée –de 1972 à 1985- et que « ces résultats ne peuvent pas être transposés aux situations actuelles générées par les incinérateurs, moins polluants et mieux contrôlés qu'auparavant »). (*Le monde, 2 décembre*).

## **Américanisation de la vie politique ?**

« Le cadre de la République a changé avec le quinquennat. C'est plus que jamais autour de l'élection présidentielle que la vie politique s'organise, et cette exagération est **l'antichambre de toutes les dictatures**. Celle de l'opinion des sondés, et celle de la personnalisation de la politique et ainsi de suite. Surtout, la France est en état d'urgence politique. Le décrochage de la représentation politique est criant. Depuis le référendum, nous sommes à un paroxysme. Chirac a réussi ce tour de force de dire au peuple français : ce que vous décidez n'a aucune espèce d'importance, ni pour moi, ni pour le monde. Il n'a pas retiré la signature de la France au bas du traité ; il est resté et a nommé un autre Premier ministre, qui a approfondi un cours libéral en contradiction absolue avec le vote du suffrage universel ». (*Jean-Luc Mélenchon, Politis, 30 novembre*).

## **Le saviez-vous ?**

Le peuple des fourmis est riche de quelque dix millions de milliards d'individus qui, aussi étonnant que cela puisse paraître, représente 10% de la biomasse animale totale de la Terre (*Jean-François Augereau, rendant compte de « la véritable histoire des fourmis », de Luc Passera, dans Le Monde, 1<sup>er</sup> décembre*).

## **Montrouge**

La chasse aux enfants continue... Notre soutien est leur seule protection !!! Dans le département des Hauts-de-Seine comme partout en France, de nombreuses familles d'enfants scolarisés dans le département sont invitées à quitter le territoire suite au refus qui leur a été signifié dans le cadre de la circulaire de N.Sarkozy du 13 juin 2006. Des interventions policières ont lieu dans les établissements scolaires, des arrestations de jeunes majeurs scolarisés, notamment dans les lycées professionnels, sont arrêtés et placés en centre de rétention avec la menace d'un arrêté de reconduite à la frontière. A Montrouge, 3 familles sont déjà frappées par cette situation et **5 enfants scolarisés dans les écoles maternelle et élémentaire Boileau et au Collège Genevoix seront arrachés à leurs camarades dans les prochains jours.** (Malheureusement, ce n'est sans doute qu'un début ...). Une réunion de soutien aux familles et aux enfants a été organisée par la FCPE le 4 décembre à l'école maternelle Buffalo.

## **Le coin des radins :**

Noël approche. Vous vous demandez quel cadeau offrir à vos amis ou à des membres de votre famille : encore des objets qui vont les encombrer ? Et puis vous ne voudriez pas trop puiser dans vos ressources ? Faites leur plaisir sans vous ruiner, offrez-leur un abonnement gratuit à « Citoyen du monde à Montrouge » ! Il vous suffit d'un clic ! Et chaque mois, ils auront pour vous une pensée émue et reconnaissante ! ...

## **Courrier des lecteurs**

**JCM** : à propos de l'eau :

Sous nos latitudes, l'eau n'est pas un problème de disponibilité (zut il pleut encore) mais de salissure. Sont-ils "écologiques" ces chasses d'eau à minima ? ces lave-vaisselle qui utilisent peu d'eau ? Bien sûr que non ! Ce n'est pas l'eau (H<sup>2</sup>O) qui transite qui pollue, mais les polluants qu'on y met. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent c'est un geste très écologique de laisser fuir sa chasse d'eau : ça donne de l'eau propre en aval. Bien sûr c'est mauvais pour le porte-monnaie. Le problème est que la compagnie des eaux mesure l'eau que je puise et non la salissure que j'y ajoute. Le compteur devrait être à la sortie, mais la technologie ne permet pas de mesurer simplement la saleté ajoutée. Or les compagnies des eaux sont de plus en plus des "laveurs d'eau". Il **faudrait instituer une TSA (taxe à la saleté ajoutée)**. Les activités les plus salissantes se gardent bien de s'en vanter, ils font financer leurs grosses salissures par les "salissent petits" (chasses d'eau ...).

De même, quand les nappes phréatiques sont basses, le préfet s'empresse d'interdire d'arroser les pelouses. Or, s'il y a une eau qui ne se salit pas et qui peut contribuer à recharger les nappes, c'est bien celle-là (moins, il est vrai, l'eau pompée par les nuages qui profitera ailleurs). S'il suivait sa logique jusqu'au bout le préfet devrait interdire la pluie ! Je suis enclin à penser que cette mesure spectaculaire ne vise qu'à entretenir le sens civique (dénoncer ses voisins), à convaincre Mme Michu qu'elle participe (à peu de frais) au bien commun, et surtout à persuader le bon peuple que les décideurs ont la situation bien en main. Un problème de pouvoir, on en revient toujours à ça !

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.

